

CONFLITS DANS L'AIR

COMMUNIQUÉS DE SECTION - BORDEAUX



CT du CRNA SO du 1^{er} février 2018 : la voix de la majorité des contrôleurs entendue

Le premier CT local de l'année vient de se tenir avec, à l'ordre du jour, un sujet déterminant pour les contrôleurs : le choix de leur tour de service et de leur cadre de travail pour l'été 2018. Alors que certains osent associer expés et baisse d'effectifs, d'autres n'hésitent pas, grossièrement, à les qualifier de « mascarade » et le vote au CT de 2018 de « pérennisation ». Après une pluie de contre-vérités, quelques mises au point s'imposent.

SNCTA : pour USAC CGT : contre, UNSA : absente

Le CT du 1^{er} février 2018 a donc acté la poursuite des expérimentations RH jusqu'au 1^{er} avril 2019 :

- ♦ **les droits à congés sont préservés ;**
- ♦ **l'amplitude maximale des journées est plafonnée à 8h30 pendant la période de charge**, un marqueur fondamental et nouvel acquis social fort dans un métier de haute sécurité comme le notre ;
- ♦ la contrainte est connue de tous et comparable à l'année dernière ;
- ♦ l'offre secteur permettra, dans la mesure du possible compte tenu de l'effectif en salle, de faire face aux montées de trafic prévues ;
- ♦ **les fruits de la croissance du transport aérien continueront de profiter à ceux qui assument les contraintes qui en découlent : les contrôleurs ;**
- ♦ **l'avis de la grande majorité des contrôleurs est respecté. Tout simplement.**

Plus de 70 % des contrôleurs bordelais ont préféré cette solution !

Une volonté clairement exprimée mais manifestement insuffisante aux yeux de certains partenaires syndicaux : l'USAC CGT en votant CONTRE a pris le risque d'imposer le tour de l'Administration aux 70,8 % qui n'en voulaient pas (si on pousse le raisonnement, aux 210 PC qui n'ont pas voté pour ce tour).

Pour le SNCTA, les résultats, sans appel, de la consultation valident un vote POUR les expés.

Pour autant, le fait qu'un nombre significatif de collègues exprime un autre choix interdit évidemment de faire preuve d'arrogance ou d'un quelconque triomphalisme. Nous sommes tous dans un même bateau et chaque avis doit être entendu : le fait de ne pas souhaiter vivre la contrainte des « J0 » en est un. Il est respectable.

La majorité qui s'est exprimée mérite, elle aussi, le respect. Est-il encore utile de caricaturer ces contrôleurs par le seul biais de la cupidité ? Le disque ne serait-il pas rayé ? Est-ce responsable ? Beaucoup sont attachés à de forts quotas de congés. Beaucoup sont fatigués par des journées longues qu'ils considèrent incompatibles avec la sécurité des vols. Beaucoup ont envie de bien faire leur travail dans un système performant. Beaucoup, enfin, considèrent que la progression salariale est un marqueur fort des conditions de travail, qu'elle est aussi une forme de reconnaissance pour le travail accompli, quelle que soit la profession. Tous les syndicats se battent pour que les dividendes de la croissance profitent à ceux qui produisent. Que des contrôleurs y soient sensibles est éminemment respectable.

Seul ce respect mutuel continuera d'assurer la sérénité et le « vivre ensemble » auquel nous aspirons tous dans cette période délicate. Le SNCTA n'est pas contre travailler à une solution qui fédérerait 100 % des contrôleurs : en tant que syndicat, c'est sa vocation. Cependant, force est de reconnaître que ce n'est pas chose facile avec un dossier aussi complexe que celui du tour de service, sur fond de baisse d'effectif, de forte croissance du trafic et de concurrence syndicale exacerbée. Rajoutons que, tout complotisme mis à part, aucune autre organisation syndicale n'a été capable de valider une quelconque proposition alternative à celle du SNCTA qui soit crédible.



Retour sur le « plan B de l'Administration »

À notre grande surprise, l'USAC CGT s'est déclarée choquée que le SNCTA qualifie le plan B « hors expé » de « plan de l'Administration ». Rappelons que le plan B :

- ♦ avalisait 4 congés par équipe pendant pratiquement tous les week-ends de la période de charge ;
- ♦ augmentait l'amplitude du J4 pour 4 PC (8h30 / 19h) ;
- ♦ faisait revenir la durée maximum des journées à 11h (extensions des J1/J3 et arrivées des premiers J2 à 10h) ;
- ♦ entérinait la vacation complémentaire re-programmable ;
- ♦ faisait perdre entre 6% et 10% de pouvoir d'achat aux contrôleurs... pour les redonner indirectement aux compagnies (2 millions d'euros par an).

Face à une telle liste de régressions sociales, le SNCTA n'a pas osé associer une OS à la construction de ce plan. Aussi, les marges de négociation étant infimes, aucune OS ne peut sérieusement se féliciter d'avoir pu significativement modifier le plan initialement présenté.

Ce plan présentait néanmoins l'avantage, pour certains, de ne pas devoir faire de JO, ou d'avoir des temps de pause plus grands en contrepartie de journées beaucoup plus longues. Chacun est libre de juger la solution qu'il estime préférable et le SNCTA a d'ailleurs permis à tout le monde de s'exprimer, une deuxième fois en deux ans, grâce à la consultation.

Il semblait donc évident que le plan B « hors expé » était celui de l'Administration. Le SNCTA ne pensait pas faire injure à l'USAC CGT en l'appelant ainsi. Mais il comprend, suite aux discussions de CT, que désormais l'USAC CGT revendique ce dispositif (« proposer une réelle alternative » tract USAC CGT).

Le SNCTA en prend acte et appellera dorénavant le plan B : « plan B de l'Administration et de l'USAC CGT ». Les choses seront effectivement plus claires si chacun assume enfin clairement ses choix. En tout état de cause, le SNCTA, lui, ne souhaite pas y être associé. Il continuera, malgré tout, de négocier dans le futur tout cadre réglementaire présenté par notre employeur afin de protéger au mieux les contrôleurs qu'il représente.

Enfin, le SNCTA rappelle, à toutes fins utiles et pour ceux qui oseraient en douter, qu'il aurait respecté le vote démocratique de la majorité des contrôleurs si celle-ci avait choisi cette voie.

L'Administration à la recherche de capa

Certains prêtent à l'Administration une envie dogmatique de « casser » le « un jour sur deux sur le cycle ». L'Administration est bien plus pragmatique que cela : elle recherche sans cesse de la « capa ».

Elle avait signé dès 2013 avec l'USAC CGT une deuxième vacation complémentaire ainsi que l'annualisation du « un jour sur deux » via un GT dédié, sans contrepartie, sans réflexion sur le temps de travail global et la fatigue des contrôleurs.

Mais avec le plan B de l'Administration et de l'USAC CGT, l'Administration a bien failli en obtenir cet été, de la capa, sans aucune contrepartie. Et ce, à quel prix ?

- ♦ au prix de la fatigue des contrôleurs, seuls responsables de la gestion de ce paramètre ? Certainement pour beaucoup d'entre eux !
- ♦ au prix de la notion d'équipe quand la pression sur les congés rend inévitable la multiplication des remplacements ? Assurément !
- ♦ au prix d'un environnement et d'une ambiance de travail encore plus dégradés à l'approche d'un nouvel été aéronautique qui s'annonce déjà comme celui des records ? C'est indiscutable.

Oh, la belle fake news : « si les JO c'est l'avenir alors l'avenir c'est pas d'effectif »



La ficelle est pourtant grosse. Nous pensions que l'USAC CGT serait discrète sur ce sujet compte tenu du passé récent.

Le protocole 2013-2015, qu'elle seule parmi les syndicats représentant significativement

les contrôleurs a signé, a acté des baisses inédites du nombre d'ICNA dans les salles de contrôle. Une stratégie assumée : il s'agissait de préserver les équilibres entre les corps de la DGAC. Les ICNA devaient reconnaître qu'ils avaient beaucoup de chance : ils étaient moins impactés que les autres ! (sic)

Non seulement l'USAC CGT a abandonné les ICNA en rase campagne lors de la signature du dit protocole, elle a également contribué activement à fragiliser leur droit de grève en relayant la quinzaine de préavis très peu suivis sur les lois travail Macron et El Khomri... Des comportements lourds de conséquences qui ont contribué à ce que les Pouvoirs publics, excédés, augmentent le nombre d'astreints à LFBB de 32 à 40.

Avec la vision syndicale de l'USAC CGT, les ICNA n'ont pas bien compris ce qu'ils ont gagné, mais ils ont pu constater ce qu'ils avaient perdu.

L'avenir du centre

Le GT Effectif 2017 a offert 16 ICNA au centre dont 4 ENAC, un 17ème AVE en priorité de mutation suite à la reprise de Rodez venant s'ajouter à la liste : des chiffres jamais approchés ces dernières années. Ces ressources, décidées en 2017 tandis que le centre poursuivait déjà les expérimentations RH, arriveront dans le centre en 2018.

Le SNCTA prépare activement le GT Effectif 2018. Le contexte est difficile : seulement 47 sorties ENAC sont à partager entre les grands centres en 2018, soit une manne (sic) issue du protocole USAC CGT.

Le DSNVA vient d'annoncer un changement de stratégie à moyen terme : des effectifs de référence dans les CRNA. Le SNCTA considère le principe comme une bonne nouvelle mais réclame de la transparence et de l'équilibre sur la méthode pour parvenir à des valeurs d'effectifs centre par centre. Il est à noter que, contrairement à ce que l'on peut entendre, ces chiffres ne tiennent jamais compte du fait qu'un centre soit en expé ou de la « facture » de minutes de délais réalisées.

Si le principe de l'effectif de référence est bon, les cibles récemment annoncées par le DSNVA pour LFBB, à savoir 19 à 21 PC par équipe, paraissent, à ce stade, très discutables et l'horizon 2023 trop lointain (pour rappel, cibles annoncées à LFRR 19 à 21 ; à LFMM 12 à 13 ; à LFEE 17 à 18 ; à LFFF 10,5 à 11,5). Mais elles permettent *a minima* d'envisager la fin de la chute et un objectif de remontée rapide.

En attendant, nous avons des étés très compliqués à passer, personne ne le nie. Le SNCTA a toujours cherché à anticiper cette période en proposant des changements et surtout pas en subissant une dégradation lente, inéluctable, du cycle de travail, des congés et de la rémunération des ICNA. À chacun sa méthode.



Droit de réponse

Comme l'an dernier, l'UNSA a choisi de faire une déclaration liminaire, avant l'ouverture du CT puis de quitter celui-ci. Sans laisser le temps à quiconque de répondre à un bon nombre d'interpellations, de raccourcis, de contradictions mais aussi de sujets intéressants tous les contrôleurs.

Revenons donc sur quelques quelques points évoqués par l'UNSA :

♦ « (...) la pérennisation de l'expérimentation RH »

Cette année pas plus que l'année dernière, il n'a jamais été question de voter pour ou contre une pérennisation de l'expérimentation RH ;

♦ « La récente consultation réalisée démontre bien que (l'expérimentation) ne réunit aucunement (...) le consensus que l'on serait en droit d'exiger (...) ».

Consensus (n.m.) : accord et consentement du plus grand nombre (définition du Larousse). Comment alors ne pas associer 71% au « plus grand nombre » ? Quelle est la jauge démocratique acceptable pour l'UNSA ?

♦ « (...) l'UNSA ICNA s'était vue imposer par l'intimidation voire la menace une expérimentation RH ».

Quel est l'intérêt de ce mensonge effronté ?

♦ « Quant au grave problème d'absence de démocratie sociale, de liberté d'expression et de « vivre ensemble » au CRNA SO, que tout ceci soulève, il faudra savoir le traiter un jour ».

La démocratie sociale est bien présente au CRNA SO, en témoignent les éléments négociés par le SNCTA et l'USAC CGT (celle-ci revendiquant de « proposer une réelle alternative»). Par ailleurs, personne n'a privé l'UNSA, pas plus que l'année dernière, de sa liberté d'expression au sein du CT. Il a juste fait le choix de ne pas en user.

Pour autant, le choix de l'UNSA de s'abstenir, le SNCTA le trouve digne, car il est difficile à porter pour des responsables syndicaux que nous respectons, et qui ont beaucoup donné pour faire vivre leurs convictions. Nous remercions ceux d'entre eux qui l'ont porté et qui permettra de conserver la sérénité en salle.

Tout cela ne fait que confirmer que l'utilisation de la minorité de blocage du protocole doit être clarifiée, à Bordeaux, à Brest, à Roissy ou ailleurs, si on considère tous les problèmes et incompréhensions qu'elle a posés, et qu'elle pose encore. Ne devrait-elle pas servir les ICNAs à se protéger CONTRE l'Administration plutôt que CONTRE eux-mêmes ?

Enfin du nouveau sur vos étagères

Le CT du 1^{er} février a également confirmé un certain nombre d'avancées technologiques majeures qui seront déployées dans les semaines à venir au CRNA :

♦ déploiement des écrans 43 pouces à partir du 9 avril rendu possible par la mise en service réussie des machines graphiques au 23 janvier : la concrétisation d'un combat âpre mené par le SNCTA depuis quelques années ;

♦ déploiement simultané des écrans 4Me à compter de la même date ;

♦ incrément 4.1 EEE qui embarque le Mode S descendant ;

♦ une version corrective d'EXSA et la fin des soucis liés à la mention Code prévue pour début avril ;

♦ assume-shoot avec Brest pour la mi-juin dans le meilleur des cas, au plus tard à l'automne 2018 ;

♦ Full Data-Link déployé d'ici à la fin de l'année.

Ce sont assurément d'excellentes nouvelles. Le service technique s'est mobilisé pour que ces projets aboutissent. Le SNCTA l'en remercie.

Halte à l'hémorragie !

Après des négociations qui auront duré plusieurs mois, l'état 2018 est enfin sécurisé. L'heure est maintenant à la mobilisation. Le GT effectif 2018 qui se tiendra le 15 février est d'ores et déjà un rendez vous attendu par tous les contrôleurs du CRNA Sud-Ouest.

Les arrivées devront être nombreuses et rapidement formées. C'est un défi pour le centre et chacune de ses subdivisions, avec en première ligne, l'instruction. Notre seule alternative est de le relever.

Le SNCTA a alerté le Chef de centre : chacun sait maintenant que sans un résultat au GT Effectif permettant de garantir un minimum de 19 PC minimum par équipe à l'horizon 2020 et une remontée significative dès 2021, il faudra considérer le CRNA Sud-Ouest en crise ouverte, et durable, dès ce printemps.

Le SNCTA, et les contrôleurs Bordelais, ont choisi pour l'année à venir de valider à nouveau une démarche gagnant-gagnant, porteuse de manière équilibrée de progrès sociaux mais aussi de contreparties.

Les contrôleurs bordelais ont beaucoup donné ces dernières années : transformation EEE exemplaire, adaptation saisonnière des tours de service, augmentations de trafic absorbées et délais contenus, procédures avec Barcelone dégradées, changements "espace", baisse d'effectif vertigineuse, contraintes réglementaires...

Soyons clairs : après avoir tant donné, le CRNA SO doit maintenant recevoir.

La balle est dans le camp de l'administration. C'est à elle d'envoyer des signes forts de reconnaissance du travail effectué par TOUS les agents, de la bonne volonté de chacun, et de prendre enfin en compte un ras-le-bol exprimé par toutes les organisations syndicales. Rendez-vous est pris le 15 février.

